# Dossier de demande d’habilitation à

délivrer un Diplôme d’Université

Domaine de formation : Droit-Economie-Gestion

Intitulé du DU : Diplôme Universitaire Supérieur de Comptabilité et Gestion (DUSCG)

Date :

Nom du fichier : M………..

Nom de la composante ou du service assurant la responsabilité du DU :

IUT de Reims-Châlons-Charleville

**1 - Fiche d’identité**

Composante(s) assurant la responsabilité administrative et pédagogique de la formation :

**IUT de Reims-Châlons-Charleville**

Composante(s) partenaire(s) : aucune

Autre(s) établissement(s) concerné(s) : aucun

**Date et numéro d’enregistrement :** Réservé à l’administration

**Responsable de la formation :**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom, prénom** | **Qualité** | **CNU** | **Tél.** | **E-mail professionnel** |
| RETTEL Jean-Luc | PRAG | Économie - Gestion | 06 74 93 43 64 | jean-luc.rettel@univ-reims.fr |

Date et avis du CFVU : Réservé à l’administration

Date et avis du CA : Réservé à l’administration

Création : oui – ~~non~~

**2–Présentation générale de la formation**

**A - Généralités**

Depuis 2008, l’IUT de Reims-Châlons-Charleville prépare des étudiants à l’examen du Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion (DSCG) qui correspond à 120 ECTS et confère le grade de master (Code de l'éducation, Art. D612 - 34).

L'obtention du DSCG ouvre la possibilité par un stage professionnel d'expertise comptable, d'une durée de trois ans, de déboucher sur le Diplôme d’Expert-Comptable (DEC). Si ce diplôme est la principale voie d’accès aux métiers de l’expertise comptable et du commissariat aux comptes, il ouvre aussi aux autres métiers et postes de cadres dans le domaine de la gestion.

Le DUSCG vient donc « encapsuler » la préparation au DSCG existante. Comme l’actuelle préparation, il sera uniquement proposé en alternance (contrat d’apprentissage ou contrat de professionnalisation).

Le DUSCG doit permettre aux étudiants préparant l’examen national du DSCG de valider leur implication dans la formation, indépendamment de leurs résultats au DSCG, en obtenant un diplôme dans le cadre du contrôle continu. Il comprendra un renforcement des cours en contrôle de gestion pour faciliter l’insertion professionnelle dans les services Contrôle de Gestion. Il proposera également une UE « spécificités du monde agricole et viticole » qui vise à adapter les compétences acquises aux besoins de l’économie locale et régionale.

La création du DUSCG vise à

* Répondre aux difficultés de la profession à recruter des collaborateurs, soulignées conjointement par l’Ordre des Experts-Comptables et par la Compagnie des Commissaires aux Comptes ;
* Différencier la préparation proposée au sein de notre université des autres préparations au DSCG proposées par d’autres établissements dans la Région.

Enfin, cette création s’appuie sur les expériences d’autres universités qui ont conduit à un renforcement des flux d’étudiants dans la formation à la préparation du DSCG grâce à la mise en place du DUSCG.

**B – Positionnement de la formation dans le contexte LMD :**

Le DUSCG confère le grade de master.

**3–Description de la formation**

**A - Généralités**

* **Historique :**

L’IUT de Reims-Châlons-Charleville propose une préparation au DSCG depuis la création de ce diplôme en 2008. Auparavant, il proposait déjà une préparation au DESCF.

Les préparations au DSCG et le DUSCG sont gérées dans le cadre du Service de Formation Continue et Alternance de l’IUT de Reims-Châlons-Charleville, certifié AFAQ ISO 9001:2015, certification appliquée aux organismes de formation professionnelle. Elles bénéficient de l’expérience du SFCA qui gère plus de 500 alternants et près de 100 stagiaires de la formation continue. Elles s’appuient aussi sur le CFA de l’URCA.

* **Positionnement :**

Le DUSCG qui encapsule l’actuelle « préparation au DSCG » s’inscrit dans une offre de formation autour des métiers de la comptabilité proposée au sein de notre université :

* DUT Gestion des Entreprises et des Administrations, option Gestion Comptable et Financière (IUT de Reims-Châlons-Charleville et IUT de Troyes),
* Licence professionnelle Métiers de la Gestion et de la Comptabilité, spécialité Fiscalité (IUT de Reims-Châlons-Charleville-Charleville, site de Charleville),
* Préparation au Diplôme de Comptabilité et de Gestion (IUT de Reims-Châlons-Charleville, IUT de Troyes),
* Master Comptabilité, Contrôle, Audit (UFR SESG – Institut de Finance Audit et Comptabilité de Champagne-Ardenne).
* **Présentation synthétique :**

Le DUSCG représente un volume de 2200 heures réparties en 1100 heures d’enseignement regroupées en 7 UE comme la préparation du DSCG, plus une UE supplémentaire « spécificités du monde agricole et viticole ». Un travail de 1100 heures est attendu de la part de l’alternant.

Les 7 premières UE correspondent aux UE du Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion (DSCG).

|  |
| --- |
| Intitulé des unités d’enseignement |
| UE 1 : Gestion juridique, fiscale et sociale |
| UE 2 : Finance |
| UE 3 : Management et contrôle de gestion |
| UE 4 : Comptabilité et audit |
| UE 5 : Management des systèmes d’information |
| UE 6 : Anglais des Affaires |
| UE 7 : Relations professionnelles |
| UE8 : Spécificités agricoles et viticoles |
| UE9 : Mise en situation professionnelle |

**B – Objectifs Pédagogiques**

**Connaissances** :

Le DUSCG permet d'acquérir des connaissances poussées dans les domaines du droit, du management, de la comptabilité et de l'information financière, de la communication (y compris en anglais) et de l'information. Il permet aux stagiaires de se présenter à l’examen national du DSCG. Il offre un contenu approfondi en contrôle de gestion pour ceux qui souhaitent s’orienter dans ce secteur. L’UE « Spécificités agricoles et viticoles » favorise la spécialisation dans un secteur important de l’économie locale et régionale.

**Compétences :**

Le DUSCG couvre les domaines de compétences nécessaires à l’analyse comptable et financière, à l’audit, au contrôle et au management en entreprise. Il vise une maîtrise approfondie de l’analyse des situations, des techniques d’encadrement et de management dans une optique de direction de services gestion et finance d’entreprises pour préparer les diplômés à intervenir sur les fonctions de direction administrative et financière de l'entreprise, d'audit et de conseil.

**C – Dispositions réglementaires**

* **Conditions d’admission**

Le DUSCG est ouvert aux titulaires du Diplôme de Comptabilité et de Gestion (DCG) et aux diplômés de master.

* **Modalités de contrôle des connaissances :**

Le contrôle des connaissances est en contrôle continu.

Chaque module fera l’objet de contrôles de connaissances à raison d’un contrôle minimum pour 20h de cours.

Deux DSCG blancs seront organisés en juin et début septembre.

Les UE sont capitalisées à vie.

Un conseil de perfectionnement sera mis en place afin de faire évoluer la formation et plus particulièrement l’UE « Spécificités agricoles et viticoles ».

* **Jurys :**

Le jury sera composé de l’ensemble de l’équipe enseignante et se réunira à la fin de chaque semestre.

Chaque semestre est validé lorsque la moyenne des UE est supérieure à 10. Un semestre peut être validé par compensation avec le semestre suivant ou précédent lorsqu’il existe.

Un semestre ne peut servir qu’une fois dans le cadre de la compensation.

Le DUSCG est délivré lorsque les 4 semestres sont validés.

* **Droit de scolarité**

Le coût contrat est de 6800 euros par année.

**D – Organisation pédagogique de la formation :**

|  |  |
| --- | --- |
| Responsable du diplôme  Nom : RETTEL Grade : Professeur agrégé  Prénom : Jean-Luc Discipline : 8010 Économie-Gestion  Discipline principale : Finance | |
| 🕿 : 06 74 93 43 64 | e-mail : jean-luc.rettel@univ-reims.fr |

* **Organisation de la formation**

Le DUSCG est organisé sur 4 semestres.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Semestre |  |  |  |  |  |  |
| S1 | UE1 | UE4 | UE5 | UE7 |  |  |
| S2 | UE1 | UE4 | UE5 | UE7 | UE 8 | UE9 |
| S3 | UE2 | UE3 | UE6 | UE7 | UE 8 |  |
| S4 | UE2 | UE3 | UE6 | UE7 |  | UE9 |

Fourchette de volume horaire global pour un étudiant pour ce diplôme :

2200 heures

*Dont :*

- Cours magistraux : 1100 heures

- Travail personnel attendu: 1100 heures

* **Liste des unités d’enseignements proposées**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Semestre | Sigle et intitulé de l’UE | Éléments constitutifs de l’UE  (EC) | Modalités de l’enseignement \* | Volume horaire | |
| Présentiel | Travail personnel |
| S1 et S2 | UE 1 Gestion juridique, fiscale et sociale | 1. L’entreprise et son environnement 2. Le développement de l’entreprise ; 3. Le financement de l’entreprise ; 4. De l’entreprise au groupe ; 5. La pérennité de l’entreprise ; 6. Les associations et autres organismes à but non lucratif | CM, autoformation | 200 | 200 |
| S1 et S2 | UE 4 Comptabilité et audit | 1. Les opérations de restructuration ; 2. Les normes internationales ; 3. Les comptes de groupes ; 4. L’audit. | CM, autoformation | 200 | 200 |
| S1 et S2 | UE 5 Management des systèmes d’information | 1. La gouvernance des systèmes d’information 2. La gestion de projets SI 3. Les systèmes d’entreprise 4. La gestion de la performance informationnelle 5. L’architecture et la sécurité des systèmes d’information 6. L’audit du système d’information, conseil et reporting. | CM, autoformation | 100 | 100 |
| S1 et S2 | UE 7 Relations professionnelles | 1. Recherche d’information 2. Présentation des documents techniques et professionnels 3. Méthodologie de la recherche en gestion | CM, mémoire | 40 | 50 |
| S2 | UE 8 « Spécificités agricoles et viticoles | 1. Les statuts juridiques spécifiques  2. Les bénéfices agricoles  3. Le TESA | CM, autoformation | 20 | 10 |
| S3 et S4 | UE 2 Finance | 1. La notion de valeur en finance 2. Le diagnostic financier approfondi 3. L’évaluation de l’entreprise 4. Les investissements et financements 5. La trésorerie des groupes ; 6. L’ingénierie financière. | CM, autoformation | 140 | 140 |
| S3 et S4 | UE 3 Management et contrôle de gestion | 1. Modèles d’organisation et contrôle de gestion 2. Management stratégique 3. Conduite du changement 4. Management des ressources humaines et des compétences | CM, autoformation | 200 | 200 |
| S3 et S4 | UE 6 Anglais des Affaires | 1. Finance 2. Comptabilité et audit 3. Gestion et responsabilité sociale des entreprises 4. Systèmes d’information et nouvelles technologies 5. Gestion des ressources humaines et stratégie 6. Production 7. Marketing | CM, autoformation | 120 | 120 |
| S3 et S4 | UE 7 Relations professionnelles | 1. Recherche d’information 2. Présentation des documents techniques et professionnels 3. Méthodologie de la recherche en gestion | CM, mémoire | 60 | 70 |
| S2 | UE 8 Spécificités agricoles et viticoles | 1. Evaluation des stocks 2. Evaluation et transmission de l’entreprise agricole/viticole | CM, autoformation | 20 | 10 |
| S2 et S4 | UE 9 Mise en situation professionnelle |  | Période en entreprise |  |  |

\* La rubrique « modalités de l’enseignement » vise à préciser la nature des prestations pédagogiques qui, au-delà des catégories traditionnelles (CM, TD, TP), doivent concerner de nouvelles formes d’enseignement (auto-formation, projets, mémoire).

\*\* Le nombre d’ECTS doit être proportionnel aux heures travaillées qui comprennent le présentiel et le travail personnel.

**E – Équipe Pédagogique de la formation**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom et qualité des enseignant(e)s-chercheur(e)s, enseignant(e)s, chercheur(e)s, professionnel(le)s | Section CNU \* | Composante d’appartenance ou établissement ou entreprise | Équipe de recherche de rattachement | Nombre d’heures dispensées | UE concernées |
| Antoine David | 8010 Eco-Gestion | IUT RCC |  | 110 | UE 4 |
| Benini Florent |  | CDER |  | 30 | UE 4 |
| Delaval Denis |  | Retraité |  | 20 | UE 2 |
| Di-Bella Boris |  | Lycée Roosevelt |  | 50 | UE 5 |
| Escuyer Gilles | 8010 Eco-Gestion | IUT RCC |  | 8 | UE 1 |
| Hugonnet Bernard |  | Lycée Roosevelt |  | 30 | UE 2 |
| Klodawski Didier | 8010 Eco-Gestion | UFR SES |  | 60 | UE 1 et 4 |
| Khodja Mickaël |  | CABINET KHODJA ET ASSOCIES |  | 12 | UE 1 |
| Lambert Pascale |  | Lycée Joliot Curie |  | 90 | UE 3 |
| Lecoq Stéphanie |  | Lycée Gustave Eiffel | Regards | 70 | UE 3 |
| Mank Gersende |  | Banque KOLB |  | 32 | UE 1 |
| Mereaux Jean-Paul | CNU 06 Sciences de Gestion | UFR SES | CEJESCO (EA 4693) | 150 | UE 2, 3, 5 et 7 |
| Montanari Frederic | 0422 Lettres | IUT RCC |  | 50 | UE 6 |
| Mozet Romain |  | FCN |  | 70 | UE 4, UE 8 |
| Pellot Daniela | 0422 Lettres | UFR Médecine |  | 70 | UE 6 |
| Rettel Jean-Luc | 8010 Eco-Gestion | IUT RCC |  | 50 | UE 2 |
| Roméro Florent | 8010 Eco-Gestion | IUT RCC |  | 50 | UE 1 |
| Tabary Sylvie |  | NOUVEAUX OBJECTIFS SAS |  | 8 | UE 1 |
| VanOostende Stéphanie |  | Avocate |  | 60 | UE 1 |
| Verdier Benoît | CNU 71 Lettres | IUT RCC | CEREP | 40 | UE 7 |

### F – Stages :

Les étudiants sont en alternance.

**G – Ouverture internationale de la formation**

*Non*

**H – Ouverture à la formation continue et à la validation d’acquis**

**a- Existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant l’accueil d’un public de formation continue ?**

Conformément à la réglementation, les publics de la formation continue ont la possibilité d’accéder à la formation par l’intermédiaire du dispositif Pro-A.

**b- Existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant les validations d’acquis ?**

Non

### I – Démarches innovantes

Présenter les méthodes pédagogiques innovantes en tutorat, accompagnement différencié, travail en équipe, préparation à l’expression orale… et les dispositifs de sensibilisation aux métiers de l’enseignement, au monde des entreprises et des administrations.

La préparation à l’UE 7 est personnalisée et largement basée sur des entretiens avec les enseignants chargés du suivi du mémoire.

Les cours supplémentaires en contrôle de gestion doivent permettre aux diplômés du DUSCG de valoriser leur cursus par rapport aux titulaires du DSCG.

De même, l’UE « Spécificités agricoles et viticoles » correspond à un profil demandé dans notre région. C’est principalement en « Anglais des Affaires », une matière redoutable pour les stagiaires, que seront utilisées des démarches innovantes.

• Les outils multimédia (expression écrite et orale)

Utilisation de l’application QUIZLET pour la mémorisation du lexique financier : les étudiants entrent la liste des termes nouveaux par thème et des exercices et jeux destinés à améliorer la mémorisation sont générés. Des algorithmes ciblent les termes les moins bien retenus et les refont travailler jusqu’à mémorisation complète. Les tests et quiz peuvent être créés par les étudiants eux-mêmes et encourager l’interaction.

Utilisation de l’application KAHOOT: sur des définitions, du lexique, des faits d’actualité, l’enseignant propose des questionnaires (QCM, Vrai-Faux notamment). Munis de leur smartphone, au moyen d’un code à renseigner sur l’application, en équipes ou individuellement, les étudiants répondent en direct et en temps limité. Un score et un classement apparaissent après chaque question, créant ainsi une émulation dans le groupe. Les étudiants peuvent, à l’issue d’une présentation orale, proposer un jeu Kahoot aux autres, vérifiant ainsi la bonne réception et compréhension des éléments de leur exposé. On encourage l’attention et l’interaction.

• La revue de presse (compréhension écrite, expression orale–PPC et PPI-ou écrite)

Un des points du programme est communiqué aux étudiants qui doivent compiler, traiter et résumer les faits d’actualité qui s’y rapportent (après un point méthodologique sur la recherche de supports, l’analyse des sources, la détermination du point de vue, la technique du résumé). Chaque groupe expose ses trouvailles et un tableau synthétique collectif est établi par le groupe. Les données ainsi recueillies permettront aux étudiants de rester en prise avec l’actualité des points du référentiel et de se constituer des fiches thématiques.

• Le déficit d’informations (expression orale: PPC et PPI). Afin de créer et/ou de susciter le besoin de communiquer, les étudiants, par deux, disposent d’un support différent sur une thématique commune: 2 points de vue différents, 2 éclairages différents, 2 séries de données différentes ou des données lacunaires que seule la communication avec leur binôme leur permettra de combler.

• La tribune d’expression (PPC et PPI, expression orale) laisse la liberté aux étudiants d’affirmer leur point de vue sur un des points relatifs au programme officiel, et se prêtant bien à une certaine controverse, dans le cadre d’une tribune orale ou écrite. L’étudiant se manifeste auprès de l’enseignant une semaine à l’avance, prépare son intervention ou sa contribution écrite qui sera débattue en classe.

### J – Autres modalités pédagogiques :

Les NTIC seront largement utilisées dans le cadre de la formation, par exemple en Anglais des Affaires (cf. ci-dessus).

Par ailleurs, le confinement a obligé en quelques jours les formateurs à basculer l’intégrité de leurs enseignements en distanciel en utilisant les différentes plateformes à disposition (Moodle, Teams, Zoom, *etc*.)

**4–Budget de la formation**

Le budget de la formation est de 108000 euros pour 16 alternants par année de formation (Cf. annexe financière).

Pour rappel, la formation existante est déjà totalement autofinancée.

Elle est financée exclusivement par la signature de contrat en alternance (contrat d’apprentissage, contrat de professionnalisation, contrat Pro-A, *etc*.).

Les contrats d’apprentissage sont gérés par le Service de Formation Continue et Alternance de l’IUT de Reims-Châlons-Charleville et le CFA de l’URCA.

**Annexe 1 : Budget de la formation**

*Cf. fichier Excel joint.*

***Annexe 2. Détails des unités d’enseignements (UE)***

**UE 1 - GESTION JURIDIQUE, FISCALE ET SOCIALE**

**1- L’entreprise et son environnement**

1.1 Éléments généraux sur les contrats

Principes fondateurs du droit des contrats

La négociation du contrat

La formation du contrat

L’exécution du contrat

1.2 La diversité des contrats

Le contrat de vente, le contrat d’entreprise : formation et effets

Les contrats de distribution : concession et franchise

Le contrat d’assurance : mécanisme, formation, effets

La couverture des risques de l’entreprise par les contrats d’assurances

La gestion patrimoniale de l’entrepreneur par les contrats d’assurance-vie : conclusion, gestion et dénouement du contrat

La transaction

1.3 Droit pénal

Le droit pénal général :

- les éléments constitutifs de l'infraction

- la classification des infractions

- l'identification de la personne responsable (l'auteur, le complice)

- la peine

- étude de quelques infractions : escroquerie, abus de confiance, faux et usage de faux, recel.

La procédure pénale :

- les actions : l'action publique, l'action civile

- l'instruction préparatoire : juge et chambre d'instruction

- le jugement et les voies de recours.

Le droit pénal spécial des affaires et des sociétés :

- abus de biens sociaux

- distribution de dividendes fictifs

- présentation ou publication de comptes annuels ne donnant pas une image fidèle

- infractions relatives à la constitution et à la dissolution de la société, aux assemblées, au contrôle de la société, ainsi qu’aux droits sociaux et aux modifications du capital social

- blanchiment

- infractions relatives au contrôle légal des comptes : délit de non révélation des faits délictueux, délit d’informations mensongères

1.4 L’entreprise et la concurrence

Le contrôle des concentrations en droit communautaire et en droit interne.

La réglementation des pratiques anticoncurrentielles : entente et abus de position dominante en droit communautaire et en droit interne.

La surveillance des comportements : action en concurrence déloyale, réglementation en matière de prix et de facturation

Le droit des pratiques restrictives : revente à perte, prix imposés et pratiques discriminatoires, la rupture des relations commerciales établies

1.5 L’entreprise et l’administration fiscale

Les relations avec l’administration fiscale : agrément et rescrit

Le contrôle fiscal : formes, déroulement, garanties, conclusion Le contentieux et la procédure fiscale

Notions sur le contentieux communautaire

1.6 L’entreprise et la dimension environnementale

Les obligations de communication des entreprises en matière d’environnement

**2- Le développement de l’entreprise**

Droit et fiscalité de :

- la constitution des sociétés

- la transformation des sociétés

Les relations entre les dirigeants et les associés

Le conseil d’administration, le directoire et le conseil de surveillance : rôle et attributions

Les dispositifs permettant d’améliorer la gouvernance et la transparence du fonctionnement des sociétés

Notions essentielles de droit de l’informatique

Les principales règles juridiques régissant l’utilisation d’Internet (sites, transactions, facturation et signature électroniques)

Les règles d’imposition des affaires internationales : règles de territorialité, principes de traitement de la double imposition, détermination et imposition du résultat, TVA et échanges internationaux ou intracommunautaires Les principaux dispositifs de lutte contre l’évasion fiscale internationale

**3- Le financement de l’entreprise**

Le régime juridique et fiscal des augmentations et réductions de capital

Les pactes d’actionnaires

Le financement par compte courant Le financement par recours aux marchés financiers : la société cotée

Le crowdfunding

Le régime juridique et fiscal du financement à long et moyen terme (emprunts obligataires, contrats de financement)

Les garanties du crédit

**4- De l’entreprise au groupe**

4.1 Les implications juridiques, fiscales et sociales de l’existence d’un groupe

Droit du travail appliqué aux groupes, comité de groupe, accord de groupe.

Régimes fiscaux de groupe et traitement fiscal des opérations internes aux groupes

Droit et fiscalité de l’acquisition, de la détention et de la cession de participations

Règles juridiques, fiscales et sociales gouvernant certains modes de coopération interentreprises : GIE, GEIE, location gérance, contrats d’intérêts communs

4.2 La restructuration de l’entreprise

Le régime juridique, fiscal et social des opérations de :

- fusions de sociétés

- apports partiels d’actifs

- scissions de sociétés, scissions partielles

- transmission universelle de patrimoine

**5- La pérennité de l’entreprise**

5.1 L’entreprise en difficulté

La prévention des difficultés Le traitement des difficultés :

- les procédures collectives

- les sanctions

Aspects de droit communautaire

5.2 La transmission de l’entreprise

La transmission à titre onéreux de l’entreprise :

- la cession de l’entreprise individuelle (vente du fonds de commerce)

- la cession de droits sociaux La transmission à titre gratuit de l’entreprise :

- les conséquences du décès de l’associé ou du dirigeant de l’entreprise individuelle

- la donation de l’entreprise ou des droits sociaux

5.3 La disparition de l’entreprise

La cessation d’activité de l’entreprise individuelle : régime juridique et fiscal

La dissolution de la société : régime juridique et fiscal

**6- Les associations et autres organismes à but non lucratif**

Aspects juridiques, fiscaux et sociaux des associations et autres organismes à but non lucratif

**UE 2 - FINANCE**

**1- La valeur**

1.1 La valeur en finance

Importance de l’hypothèse d’efficience pour la gestion financière et les différentes formes d’efficience.

Hypothèses des différents modèles (rationalité, etc.) et organisation des marchés financiers

Aspects psychologiques et humains à prendre en compte dans tous les choix et décisions

1.2 La valeur et le risque

Modèle d’équilibre des actifs financiers (Medaf) : fondements, possibilités d’utilisation pratique et limites

Modèle de Fama et French et ses dérivés

Mesure des primes de risque

1.3 La valeur et la performance

Cours boursiers et gestion de portefeuille

Les principaux placements financiers et la gestion patrimoniale –

Introduction à la finance immobilière

La performance boursière.

Les modèles d’actualisation des dividendes

**2- Diagnostic approfondi**

2.1 Analyse financière des comptes consolidés

Diagnostic décliné selon le modèle économique

Démarche du diagnostic et impacts des comptes de groupe (consolidés et combinés)

Analyse de l’activité

Analyse de la structure financière Analyse de la rentabilité : rentabilité économique et rentabilité des capitaux propres

Analyse par les flux de trésorerie

2.2 Analyse extra-financière

La gouvernance d’entreprise.

Responsabilité sociale de l’entreprise (RSE) et critères extra financiers.

Analyse de la création de valeur et de sa répartition.

La notation et le scoring.

**3- Évaluation de l’entreprise**

3.1 Évaluation par les flux

Approches par les flux : revenant aux apporteurs de capitaux, revenant aux actionnaires

3.2 Évaluation par approche comparative

Le choix des inducteurs La constitution d’échantillons d’entreprises comparables.

Les effets des paramètres sous-jacents sur les conditions d’évaluation

3.3 Autres évaluations particulières et spécifiques

Approche patrimoniale : actif net réévalué et explication de la méthode par le goodwill

Approche immobilière

Approche spécifique pour les start-up

Exemples d’approche sectorielle

**4- Investissement et financement**

4.1 Investissement et désinvestissement

Les critères de sélection des projets d’investissement (prise en compte des projets mutuellement exclusifs et des projets liés)

Les techniques de désinvestissement.

La défaillance dans les projets et la liquidation

4.2 Modalités de financement

Fonds propres et quasi-fonds propres

Financements bancaires

Financements obligataires (simples et particuliers)

Financements court terme (euro PP)

Capital investissement

Les financements publics (subventions, aides, prêts, en faveur des PME, à destination de la redynamisation locale ou financement R&D)

4.3 Le choix d’une structure de financement

Théories explicatives du choix de financement

**5- La trésorerie**

5.1 Gestion des flux de trésorerie au sein d’un groupe

Les centralisations de trésorerie : mécanismes financiers, bancaires

Les opérations intra-groupes.

Les principaux supports de financement et de placement (marchés par titres financiers : actions, obligations, OPCVM, monétaire)

5.2 La gestion des risques

Couverture des risques de change et de taux : contrats standardisés sur les marchés organisés, contrats de gré à gré

Option : caractéristiques de l’instrument, déterminants de la valeur d'une option, modèle de Black et Scholes

Swaps, forward et futures

Les marchés et les risques : matières premières, changes, dérivés, produits optionnels, produits fermes et swaps

5.3 Fraude et blanchiment des capitaux

La réglementation financière

La fraude comptable et financière

Le rôle de Tracfin

Ethique, déontologie et morale dans le management financier

**6- Ingénierie financière**

6.1 La politique de dividende

Le processus et les effets informationnels du paiement du dividende : les théories de la politique du dividende et les déterminants de la politique du dividende.

Les impacts fiscaux

6.2 La gestion de la valeur de l’action

Les rachats d’actions : les mécanismes, les effets attendus, la mesure des politiques suivies Les opérations affectant le nombre d’actions

Les opérations de restructuration (apport partiel d’actif, scission-dissolution, scission partielle avec échange d’actions)

Les introductions en bourse

6.3 Les fusions et acquisitions

Recherche de synergies et autres facteurs

Le recours aux holdings

Les opérations à effet de levier

Les offres publiques

6.4 Les opérations sur les dettes et sur les créances

Le désendettement (defeasance) et la titrisation : objectifs et modalités

6.5 Les innovations financières

La place et le développement du numérique en finance (Fintechs, plateformes de crowdfunding, systèmes privés d’échanges de titres, blockchains, cryptomonnaies).

Analyse par les réseaux et les données

**UE 3 Management et contrôle de gestion**

**1- Modèles d’organisation et contrôle de gestion**

1.1 Évolution des modèles d’organisation

Évolution des formes structurelles et nouvelles formes d’organisations : structures par projet, réseaux.

Transversalité et gestion par les processus

Entreprise virtuelle et nouvelles technologies de l’information et de la communication.

Hybridation des structures organisationnelles (public/privé)

1.2 Le positionnement du contrôle de gestion et l’identification du métier comme aide à la stratégie

Le contrôle de gestion : son rôle et sa place dans les organisations en fonction des choix structurels.

Le contrôleur de gestion, son travail d’information et de communication dans et pour l’entreprise

En lien avec l’éthique des affaires : la position éthique des individus et des managers, la responsabilité sociale de l’entreprise et le développement durable, l’éthique et la déontologie du contrôle de gestion.

1.3 Le contrôle de gestion et les systèmes d’information et de communication

Le contrôle de gestion et les progiciels de gestion intégrés.

Le contrôle de gestion et les modes de transmission électronique de l’information

Le contrôle de gestion et les mégadonnées (Big Data)

**2- Management stratégique**

2.1 Analyse et choix stratégiques

Rappel des principaux éléments de diagnostic stratégique et concept de chaîne de valeur

La notion de business model Les risques stratégiques, organisationnels et opérationnels Les critères de performance économique, financière, sociale, environnementale

Les choix stratégiques :

- la segmentation stratégique et l’identification des domaines d’activité stratégique

- les stratégies génériques : stratégie de coût et effet d’expérience, stratégie de différenciation, stratégie de focalisation

- compétition et collaboration

- recentrage, diversification

Les modalités de développement :

- croissance interne, croissance externe

- stratégies relationnelles et alliances

2.2 Place et rôle du contrôle de gestion stratégique

Le contrôle de gestion comme aide à la communication financière à destination des institutionnels et des partenaires

Les formes d’audit : interne et externe, légal et contractuel

Les champs de l’audit : opérationnel, stratégique, social, organisationnel Le contrôle interne

Les relations de l’audit et du contrôle interne avec le contrôle de gestion

La dimension culturelle des outils de gestion

2.3 Approche du marketing stratégique

Les leviers d’action du marketing La communication multicanale : gestion de communautés de marques et de l’e-réputation

Digitalisation et fidélisation du client L’évolution du B to B : du produit à la solution par la définition d’un cahier des charges

L’évolution du B to C : du service à l’expérience client, de la valeur offerte à la valeur proposée, de la tarification dynamique (yield management) aux systèmes adaptatifs complexes (enchères en ligne)

Le rôle du big data : fluidité et densité des informations

2.4 La gestion du périmètre de l’entité

Le contrôle de gestion dans la mise en œuvre des politiques :

-d’extension du périmètre (acquisitions, fusions)

-de réduction du périmètre ou réorganisation au sein du groupe

- de coopération (mise en commun d’activités dans les groupements d’intérêt économique, sociétés en participation, gestion déléguée)

- de coordination (entreprise en réseau)

Les prix de cession interne et de transfert

2.5 La planification et le diagnostic stratégique

Le contrôle de gestion et le diagnostic stratégique (analyse concurrentielle, technologique, organisationnelle).

Le contrôle de gestion et la planification

Le contrôle de gestion et les plans prévisionnels : plan d’activité, plan de financement, plan d’entreprise (business plan)

Intérêts et limites de la gestion budgétaire

2.6 Analyse des parties prenantes et structures de gouvernance

Cartographie des grandes parties prenantes de l’organisation :

- les actionnaires et la « gouvernance de l’entité »

- les créanciers

- les clients et les usagers

- les salariés

- les fournisseurs

- les pouvoirs publics

Les attentes des parties prenantes : les objectifs contradictoires et les jeux de pouvoir

Le contrôle de gestion et la communication en direction des différentes parties prenantes

2.7 Contrôle de gestion et le changement organisationnel

Le contrôle de gestion comme interface entre la stratégie et l’organisation

Le contrôle de gestion, aide à l’évolution de la structure

**3- Conduite du changement**

3.1 Le management du changement

Le diagnostic de la situation de changement, les types de changement

Les styles de conduite du changement

Les leviers du changement.

Management en mode projet et innovation.

Suivi et gestion opérationnelle des projets de changement

3.2 Management et pilotage par les processus

Analyse des dysfonctionnements organisationnels

Diagnostic des processus existants : l’usage des rapports d’audit et/ou de contrôle interne

Le management par les processus Le contrôle de gestion et les processus

Amélioration des processus : démarches de progrès continu.

Les coûts cibles et l’analyse de la valeur

3.3 Le contrôle de gestion et le pilotage stratégique

Contrôle de gestion et pilotage de la performance globale

Les facteurs clés de succès d'une organisation, les indicateurs clés de performance (KPI)

Les tableaux de bord stratégiques

**4- Management des ressources humaines et des compétences**

4.1 La gestion des ressources humaines

Les outils du contrôle de gestion pour gérer les ressources humaines : suivi de la masse salariale, bilan social, tableaux de bord sociaux, indicateurs de gestion sociale

Le contrôle de gestion et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

Les situations de gestion de crise : négociation, conciliation, médiation, arbitrage

4.2 La gestion des compétences

Les approches d’identification des compétences : connaissances professionnelles, potentiel estimé, savoir-faire opérationnel.

La contribution du concept de compétence à la gestion de l’emploi.

Gestion stratégique des compétences : gestion de la formation, gestion des carrières, rémunérations et valorisation des compétences individuelles et collectives (enjeux pour l’organisation et pour le salarié)

Le contrôle de gestion et la gestion des connaissances et des savoirs

Le contrôle de gestion et l’apprentissage organisationnel

**UE 4 - COMPTABILITÉ ET AUDIT**

**1- Opérations de restructurations**

Les différentes formes de regroupement entre sociétés commerciales : fusion création, fusion absorption, TUP, fusion simplifiée, scission, apport partiel d’actif. Les cas particuliers des fusions entre sociétés comportant des participations préalables (simples ou croisées) doivent être étudiés.

La parité d’échange et le versement éventuel d’une soulte (la valeur globale des sociétés commerciales concernées ou les éventuelles soultes étant fournies).

Les différents modes de comptabilisation des apports (valeur comptable, valeur réelle)

La rétroactivité des fusions et ses conséquences comptables

La comptabilisation de l’opération chez l’initiatrice et la cible : comptabilisation à la valeur comptable, à la valeur réelle ; détermination du boni ou du mali de fusion et sa comptabilisation ; suivi comptable du mali technique Le bilan après le regroupement

**2- Normes internationales**

Cadre conceptuel

Information financière : présentation des états financiers, état des flux de trésorerie, méthodes comptables.

Normes relatives à la consolidation.

Principales différences de traitement entre PCG et IFRS affectant les immobilisations corporelles et incorporelles, dépréciations d'actifs, contrats de location, immeubles de placement, provisions, avantages du personnel, instruments financiers, reconnaissance des revenus

**3- Comptes de groupe**

3.1 Principes de consolidation

Cadre juridique des opérations (CRC 99-02 et IFRS) :

 choix du référentiel de consolidation

 critères rendant obligatoires l’établissement de comptes consolidés

 nature du contrôle et méthode de consolidation

 pourcentages d’intérêt et de contrôle

 cas d’exemption et cas d’exclusion du périmètre

 cas où il est possible ou obligatoire d’établir des comptes combinés

3.2 Processus d’élaboration des comptes de groupe

Retraitements de consolidation :

 homogénéisation des méthodes de comptabilisation et de présentation en fonction de la réglementation et/ou du manuel de consolidation du groupe

 élimination des opérations passées pour la seule application des législations fiscales

 conversion de comptes établis en devises

 élimination des comptes réciproques et des résultats internes

 traitement des écarts d'évaluation et d'acquisition : détermination à l’entrée et postérieurement à l’entrée

 partage des capitaux propres de filiales directes et indirectes selon les méthodes de consolidation

 variations du pourcentage d’intérêts et du périmètre de consolidation

\* augmentation du pourcentage dans une entreprise intégrée globalement

\* intégration globale d'une entreprise précédemment consolidée par mise en équivalence

\* déconsolidation suite à la cession de titres

3.3 Documents de synthèse des groupes

Bilan, compte de résultat / état du résultat global, annexe

Tableau des variations des capitaux propres

Tableau des flux de trésorerie

**4- Audit**

4.1 Typologies des missions et organisation de la profession

Les différentes missions :

- audit légal / audit contractuel ;

- audit externe / audit interne ;

- audit ayant pour but la certification des comptes / autres missions

- services autres que la certification des comptes (Sacc)

- missions menées par des CAC ou des EC / missions menées par d'autres personnes

- CAC / EC, CNCC/OEC, H3C

- IFAC, IAASB, Accountancy Europe

4.2 Principes fondamentaux de comportement des CAC et des EC

Intégrité et probité

Impartialité

Indépendance et prévention des conflits d'intérêt

Scepticisme professionnel et esprit critique

Compétence

Confraternité, assistance et courtoisie

Secret professionnel et discrétion

Devoir de conseil de l'EC

Conscience professionnelle

Responsabilité civile, pénale et professionnelle

4.3 La démarche générale d’audit

Les étapes de la mission d'audit :

- acceptation de la mission

- évaluation des risques d'anomalies significatives et planification

- réponses aux risques d'anomalies significatives

- travaux de fin de mission

- rapports et communications

Les supports et techniques liés à ces étapes :

- lettre de mission

- plan de mission

- rapports relatifs aux comptes annuels et consolidés (NEP 700 et 702)

- objectifs et modalités de réalisation des principales techniques de contrôles : inspection, observation, confirmation directe… (NEP 500-10)

- assertions vérifiées à l'aide de ces techniques : exhaustivité, réalité… (NEP 500-9)

**UE 5 - MANAGEMENT DES SYSTÈMES D’INFORMATION**

**1- Gouvernance des systèmes d’information (SI)**

1.1 Position de la fonction SI au sein de l’organisation

La direction des systèmes d’information : mission, fonctions, rôles, ressources, tableau de bord dans les organisations transverses et les organisations de taille intermédiaire (ETI, PME)

1.2 La stratégie SI

Alignement de la stratégie SI sur la stratégie « métier »

Le schéma directeur informatique : définition, évolution, communication sur le schéma directeur

Agilité, vision et mise en œuvre opérationnelle et stratégique des SI

1.3 Évolution des systèmes d’information

Les principes d’évolution des SI Cartographie du système d’information

Open data, Open innovation, Bring Your Own Device

Rôles des référentiels (ITIL, COBIT, ISO)

1.4 Management stratégique des données (Big Data-Mégadonnées)

Big data, data analyses, data sécurité

Ecosystème des plateformes

Datacenter et cloud computing

**2- La gestion de projets SI**

2.1 Les enjeux d’un projet

Place du projet dans la stratégie

Périmètre de son application

Projet SI et agilité

Organisation du projet SI

2.2 La mise en œuvre d’un projet

Les démarches et outils de gestion de projet :

- cahier des charges

- rôles de parties prenantes (consultant, éditeurs…)

- cycle de vie d’un projet : prévision, planification, ordonnancement - plan d’assurance qualité: normes ISO sur la qualité du logiciel ; méthode de conduite de projets ; méthode d’amélioration des processus (CMMI)

- suivi et contrôle des coûts et des délais : analyse des écarts (de planning, budgétaires)

- test : jeux d’essai, site pilote, test en situation réelle, qualification, recette

- déploiement d’une solution et formation des utilisateurs - suivi et évaluation post implémentation

2.3 Maintenance

Les différents types de maintenance d’un SI : maintenance corrective, maintenance évolutive.

Contrat de maintenance.

Tierce maintenance applicative et niveau de service

2.4 Gestion des risques du projet

Analyse et gestion des risques.

Intégration des risques dans les contrats

2.5 Gestion des connaissances

Les moyens d’identifier et de capitaliser les savoirs et savoir-faire :

- données, information et connaissances

- collecte, stockage et gestion des connaissances

- outils collaboratifs, outil du KM (Knowledge Management)

- introduction au Text Mining

**3- Les systèmes d’entreprise**

3.1 La place des systèmes d’entreprise (SE)

Définition et cartographie

Couverture fonctionnelle

Évolutions technologiques (Open Source), commerciales (SaaS, On demand, PPU…) et règlementaires

3.2 Le cycle de vie des systèmes d’entreprise (SE)

Mise en place et déploiement de la solution

Exploitation et évaluation de la solution

**4- Gestion de la performance informationnelle**

4.1 Définition d’indicateurs

Indicateurs de performances. Indicateurs de qualité

4.2 Le contrat de services

Objectifs et contraintes du contrat de service

Élaboration du contrat Mise en œuvre du contrat

Notion de ANS (Accord de Niveau de Service)/ SLA

Notion de responsabilité juridique et opérationnelle de l’expert en infogérance

Notion de plan de continuité d’activité

4.3 Les coûts

Analyse des coûts

Budget de fonctionnement de la fonction systèmes d’information

4.4 Les budgets

Budget de la fonction SI.

Facturation en interne de l’utilisation des ressources informatiques.

Tarification (pay per licence / pay per use/ hybride)

4.5 Évaluation des projets de systèmes d’information

Bilan des coûts/avantages des projets

Critères de sélection des projets. ROI (return on investment) pré et post projet.

Évaluation des modalités de réversibilité.

Analyse Post Mortem des projets SI.

**5- Architecture et sécurité des systèmes d’information**

5.1 Architecture technique

Les principales architectures techniques (client-serveur, médiateur (middleware), transactionnel, intégration, portail)

5.2 Mise en place d’une architecture de confiance

Infrastructure à clé publique

Certificat numérique

Signature électronique

Droit de l’information

5.3 Surveillance et prévention

Dispositifs de surveillance de processus et moyens de prévention :

-  surveillance des processus

- protection juridique

- assurances et garanties (légales et contractuelles)

**6- Audit du système d’information, conseil et reporting**

6.1 Audit du système d’information

Les différents types de missions d’audit de la fonction SI :

- audit interne, audit externe et audit stratégique de la fonction SI

- conseils, préconisations et recommandations dans la continuité ou en complément de l’audit SI

6.2 Gouvernance d’entreprise et environnement spécifique pour l’auditeur ou le conseil

Les normes professionnelles usuelles

Contrôle des comptes des entités informatisées

Risques d’audit

Risque du conseil

Normes professionnelles nationales et internationales (ITIL, Cobit)

Cartographie applicative. Obligations légales et réglementaires

6.3 Audit et conseils assistés

Les étapes de l’audit et/ou du conseil assisté

Les outils, solutions et progiciels d’aide aux missions dématérialisées d’audit, de commissariat aux comptes, de révision et de conseil

6.4 Contrôle et reporting

Les étapes, les outils, les solutions et les modalités des projets de reporting

Entrepôt de données et reporting.

Visualisation et analyse interactive des données

Intégration, vérification et qualité des données

Articulations des différents types de données

Contrôle et pertinence des interfaces

UE 6 Anglais des affaires

1- Finance

Banking : Banks and financial institutions, money supply, the subprime crisis and the credit crunch, microfinance Venture capital Business plan, investing in start-ups Bonds Bonds, mortgage, investing in funds Stocks and shares Stocks and shares, hedge funds, financial report, investing clients’ money Derivatives Spread-betting, financial instruments International financial market The Foreign exchange Market, the international financial system

Financial Disclosure : Compulsory and voluntary disclosures (financial and non-financial information, environmental, social, etc.)

2- Accounting and auditing

Standards : National and international frameworks, accounting principles, harmonization, users of accounting and financial information.

Financial statements : Presentation and interpretation of profit and loss account, balance sheet, notes, cash-flows statement for entities and groups

Intangibles : Recording and assessment (knowledge, image, innovation, goodwill, etc.)

Management control : internal and external, Audit quality

Management accounting systems

Levels of control, measuring performances, dashboard, balanced scorecard

3- Governance and corporate social responsability Governance

Governance modes (shareholders, family, partnership).

Mechanisms and tools

4- Information systems and new technologies

Information systems (IS) : What is information system? Hardware, software, ERP, databases, networks, procedures

Digital devices

Big data, cloud computing, mobile and web services

Security and quality of IS , Risks Controls of IS

Management and information and communication technologies

Structure 2.0, Interactive control system, teleworking

5- Management, Human Resources and Strategy.

Company structure : Big and small companies, new business model and peer production, IT impact on company structure, non-profit organisation.

Managing across cultures Managers, authority, and cultural diversity.

Recruitment Job applications, filling a vacancy.

Communication Internal communication

Strategy and business growth : Construction and implementation of strategies, management of failure, competition, stakeholders and strategy

6- Production

Production : Capacity and inventory, purchasing and low-cost manufacturing, choosing suppliers

Logistics : Pull and push strategies, supply chain management / work flow, environmental management system (EMS) Quality Total quality management

Innovations : Innovation classification, research and development unit, selection of innovations process, product launches

7- Marketing

Marketing : The product life cycle, promoting a new product Negotiation Loyalties

Advertising and communication

Advertising and viral marketing External communication, sensorial marketing

Marketing and information and communication technologies

Personal data and marketing, social network and institutional communication

**UE 7 Relations professionnelles**

**1- Recherche d’information**

L’information : - identification du besoin d'information avec les objectifs et les contraintes techniques, financières et temporelles - nature et type d’informations.

Les sources documentaires : - typologie et caractéristiques des sources d'information et de leurs modes d'accès (documents et fichiers internes à l'organisation, bibliothèques, centres de documentation, bases de données, sites internet, réseaux sociaux numériques) - critères de sélection d'une source documentaire numérique (pertinence, fiabilité, coût et délai d'obtention des informations)

**2- Présentation des documents techniques et professionnels**

2.1 Les écrits professionnels

Conception, rédaction et présentation des écrits professionnels (sur supports papier et sur supports numériques) Utilisation d’outils informatiques appropriés.

Classement et archivage des documents (gestion électronique des documents)

2.2 La présentation orale de documents

Techniques orales et argumentatives d'un exposé, d'une conférence ou d'une soutenance : organisation du discours (choix des éléments clés à mettre en avant, structuration de la présentation); gestion du temps, de l'espace, du corps, de l'auditoire ; traitement des questions posées.

Utilisation d'outils d'aide à la présentation : diaporama, vidéo

**3- Méthodologie de la recherche en gestion**

Types de recherche

Méthodologies de la recherche

Identifier les limites et avantages de la méthodologie choisie.

Les démarches de recherche en sciences de gestion : recherche terrain, observation participante ou non participante, recherche‐action, recherche‐intervention, recherche ethnographique, étude de cas

Enquête : Typologie des enquêtes.

Élaboration et administration d'un questionnaire ou d'un guide d'entretien.

Utilisation des sondages (aléatoires, empiriques) pour le recueil de l'information Représentativité d’un échantillon, significativité statistique des résultats.

Exploitation des données recueillies au cours de l'enquête.

L’analyse textuelle

**UE 8 spécificités agricoles et viticoles**

* 1. Les statuts juridiques spécifiques (fermage, EARL, SCEA, GAEC)
  2. Les bénéfices agricoles (approfondissements)
  3. Le TESA
  4. La valorisation du stock (stock de vin, stock d'animaux, stock en terre, etc.)
  5. L'évaluation et la transmission de l'entreprise agricole,